

Le contrat-programme ne tardera pas à voir le jour

L'agro-industrie en quête de compétitivité

Pour redorer l'image de l'agro-industrie, les opérateurs ont dressé une liste de leviers. Ceux-ci seront déclinés en mesures et plans d'actions dans le cadre dudit contrat-programme.

Les concertations vont bon train pour l'élaboration d'une feuille de route dédiée au secteur de l'agro-industrie. Opérateurs et pouvoirs publics œuvrent étroitement pour doter, incessamment, le secteur d'outils performants qui contribueront à l'amélioration de sa compétitivité et son attractivité. «*Nous sommes persuadés que ce contrat-programme fixera un nouveau cap pour l'agro-industrie*», précise à ALM Mohamed Fikrat, président de la Fédération nationale de l'agroalimentaire (Fenagri). La mobilisation des professionnels découle d'un constat alarmant. Le secteur peine à attirer de nouveaux investisseurs. «*Les exportations stagnent autour de 13,4 milliards de dirhams, soit seulement 12% des exportations industrielles, et les investissements à 4,5 milliards de dirhams représentant une part de 19% des investissements. Ces deux derniers indicateurs sont révélateurs d'un manque de compétitivité de notre secteur*», affirme M. Fikrat. Pour redorer l'image de l'agro-industrie, les opérateurs ont dressé une liste de leviers. Ceux-ci seront déclinés en mesures et plans d'actions dans le cadre dudit



Kawtar Tali
ktali@aujourd'hui.ma

Mohamed Fikrat
Président de la Fédération nationale de l'agroalimentaire (Fenagri)

contrat-programme. «*La disponibilité de la matière première en quantité et en qualité est un levier de compétitivité majeur pour le secteur agroalimentaire. Le Plan Maroc Vert a apporté beaucoup de réponses à cette problématique en ce sens qu'il a redynamisé la production de l'ensemble des filières agricoles*», apprend-on du président de la Fenagri. Et de poursuivre que «*tous les efforts devraient être mis en œuvre pour encourager la transformation du produit agricole. Aujourd'hui, seulement 13% de la production agricole marocaine est transformée, le reste est valorisé en frais*».

Pour encourager la transformation, les professionnels appellent à la mise à niveau de l'outil productif. Le but étant de permettre aux industriels d'investir dans des équipements performants. La fiscalité figure également parmi les leviers de compétitivité du secteur agroalimentaire. «*La fiscalité en tant qu'instrument peut encourager le développement de l'industrie agroalimentaire. La TVA sur les produits agroalimentaires reste élevée, soit 14% en moyenne et pénalise la consommation. Il existe également un différentiel de la TVA important entre le produit agricole et les produits agroalimentaires,*

Pour encourager la transformation, les professionnels appellent à la mise à niveau de l'outil productif. Le but étant de permettre aux industriels d'investir dans des équipements performants.

ce qui pénalise la transformation. En 2016, l'instauration de la TVA dite «non-apparente» pour les légumineuses, fruits et légumes a permis de régler en partie cette problématique

Ce que prévoit la Fenagri

Outre la participation à l'élaboration du contrat-programme, la Fédération nationale de l'agroalimentaire poursuivra ses concertations avec l'administration fiscale pour généraliser la TVA non-apparente à l'ensemble de l'industrie agroalimentaire. Au niveau de la réglementation, les discussions avec l'ONSSA sont également prévues sur les différents textes d'application de la loi sanitaire. A moyen terme, la fédération compte redynamiser le CETIA. Il s'agit d'un outil mis à la disposition des industriels pour les accompagner dans leurs processus de R&D, l'innovation ou encore la maîtrise des procédés. La Fenagri a également pour projet lancement d'un Salon international

FENAGRI
Fédération Nationale de l'Agroalimentaire

de produits agroalimentaires afin de positionner le Maroc comme un hub international. Le volet des échanges extérieurs fait également partie de la feuille de route de la fédération permettant ainsi de redynamiser l'export essentiellement vers l'Afrique.

pour les industries utilisant ces matières premières», explique Mohamed Fikrat. Les professionnels misent également sur la recherche et développement et l'innovation. Le but étant de permettre aux industriels de s'adapter continuellement aux nouveaux besoins de consommateurs. Pour cadrer les pratiques du secteur, l'évolution de la réglementation et de la normalisation reste fondamentale. Rappelons que le secteur agroalimentaire occupe une place importante dans le secteur de l'industrie marocaine.

Aux dernières statistiques, le secteur agroalimentaire représente près du tiers du tissu industriel avec 116 milliards de dirhams du chiffre d'affaires, 30 milliards de dirhams de valeur ajoutée et 143.000 emplois. Bien que le Maroc ait développé une industrie agroalimentaire diversifiée et reconnue à l'échelle internationale, cette branche reste émergente dans la région. Se référant aux professionnels, la demande en produits agroalimentaires transformés dans les pays africains et maghrébins reste faible. Et pour cause : le pouvoir d'achat des ménages. Toutefois, le potentiel du Maghreb et de l'Afrique en général reste important. «*Avec l'amélioration du pouvoir d'achat, l'émergence d'une classe moyenne et le changement des habitudes de consommation, la demande des produits agroalimentaires est appelée à augmenter dans les prochaines années. Tout doit être mis en œuvre pour que cette demande soit captée par l'industrie locale*», conclut le président de la Fenagri.